

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 22 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOULAS SAS

PONT DE CANA

ROUTE D'OBJAT

19100 Brive-La-Gaillarde

Références : 2025-10-22 UiD192025-0106r georisques

Code AIOT : 0006003629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement SOULAS SAS implanté PONT DE CANA - AVENUE MALRAUX ROUTE D'OBJAT 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOULAS SAS
- PONT DE CANA - AVENUE MALRAUX ROUTE D'OBJAT 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006003629
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS SOULAS, depuis 1988, fabrique et répare des moteurs électriques et exerce également une activité de négoce. Les activités du site, initialement autorisées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le site de l'avenue Malraux (route d'Objat) à 19100 Brive-la-Gaillarde, ont été transférées le 1^{er} mars 2024 au 22 de la rue François LABROUSSE à Brive-la-Gaillarde.

Les activités de décapage / nettoyage des métaux par traitement thermique réalisées sur ce nouveau site ne relèvent plus du régime de l'autorisation ICPE mais de la déclaration avec contrôle périodique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/04/2013, article 1.5.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater et d'acter la cessation des activités ICPE autorisées sur le site de l'avenue Malraux à Brive-la-Gaillarde. Elle conduit à des demandes de régularisation concernant :

- d'une part des mesures relatives à la cessation des activités sur le site de l'avenue Malraux soumis à autorisation par arrêté préfectoral du 12/04/2025 ;
- d'autre part les activités ICPE exercées sur le nouveau site du 22 rue François Labrousse à 19100 Brive-la-Gaillarde.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2013, article 1.5.5
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : industriel Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue au ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">• L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
Constats : L'Inspection a constaté que l'Installation, objet de l'arrêté préfectoral du 12/04/2023 <i>autorisant la SAS SOULAS à Brive-la-Gaillarde à continuer d'exploiter son installation de fabrication de bobinages électriques utilisant un four thermique pour son site situé Avenue Malraux à Brive-la-Gaillarde</i> , n'était plus présente à cette adresse et que le site avait été repris par l'entreprise d'ambulances «Jussieu Secours ». Dans le cadre de l'arrêt définitif de ses installations classées de la rue Malraux, l'exploitant n'a pas procédé à la notification prévue à l'article 1.5.5. de l'arrêté préfectoral sus-visé. Ce constat ainsi que les éléments et sollicitations qui suivent sont repris dans le rapport de l'inspection réalisée le même jour sur le nouveau site sis 22 Rue François Labrousse _ ZI CANA _ 19100 Brive-La-Gaillarde. L'exploitant lors de la présente visite du 17/09/2025, a indiqué avoir fait procéder au nettoyage du débourbeur mais ne disposait pas du justificatif correspondant. :Au regard des constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- arrêt effectif en mars 2024 des activités ICPE visées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12/04/2013 sur le site rue Malraux à 19100 Brive-la-Gaillarde ;- absence de notification par l'exploitant de cette cessation dans les conditions visées au présent article ;- rappel réglementaire à l'exploitant, par courrier de la DREAL daté du 16 mai 2023, des dispositions réglementaires (préfectorales et du code de l'environnement) à respecter dans le cadre d'une cessation de ses activités ICPE ;- occupation le 1/03/2024 du site de la rue Malraux à Brive-la-Gaillarde par l'entreprise Jussieu secours (immédiatement après la cessation des activités ICPE de l'atelier de bobinage de la société SOULAS). Pour son ancien site de la rue Malraux à 19100 Brive-la-Gaillarde, l'exploitant doit notifier la cessation d'activité et justifier de la remise en état du site permettant le nouvel usage réalisé par la société Jussieu Secours (y compris notamment au regard d'une éventuelle pollution du sol, récente ou historique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 3 mois à l'Inspection, pour son ancien site de la rue Malraux à 19100 Brive-la-Gaillarde, la notification de cette cessation d'activité avec les justificatifs permettant de vérifier la remise en état du site et permettant le nouvel usage par la société Jussieu Secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois